

Ces guérilleros qui se **converti** s

Le Mouvement de libération nationale-Tupamaros uruguayen est le seul mouvement de guérilla urbaine des années 1960-1970 à avoir survécu à sa déroute. Passé des armes aux urnes, l'un de ses ex-leaders vient d'être élu à la présidence du pays. Une situation inédite...

Alain LABROUSSE, sociologue et journaliste ⁽¹⁾

C'est la victoire de la révolution cubaine qui provoqua, en 1959, l'irruption de mouvements de guérilla sur tout le continent latino-américain. Les leaders de ces derniers, confiants dans l'interprétation que donnaient les castristes de leur succès, pensèrent que l'installation d'un « foyer » ⁽²⁾ de combattants déterminés suffirait à rallier les masses à la lutte contre les gouvernements de « l'oligarchie » soutenus par les Etats-Unis. D'abord établis dans les campagnes ou les montagnes, ces mouvements furent rapidement écrasés au Guatemala, au Venezuela, au Pérou et en Bolivie en dépit de la présence de Che Guevara ⁽³⁾. Dans la seconde moitié des années 1960, une nouvelle vague de mouvements insurrectionnels, de caractère urbain cette fois, vit le jour dans les pays du sud du continent : au Brésil, au Chili, en Argentine et en Uruguay avec le Mouvement de libération nationale (MLN-Tupamaros). Ces guérillas furent également balayées par les dictatures militaires, qui pour cela usèrent systématiquement de la torture, des disparitions forcées et de la violence exercée contre des non-belligérants.

En Uruguay, à la suite du coup d'Etat de l'armée le 27 juin 1973, plus d'un millier de Tupamaros et Tupamaras furent arrêtés et incarcérés, dans la prison de Libertad pour les hommes, et dans celle de

Punta de Rieles pour les femmes. Un grand nombre d'autres prit le chemin de l'exil. Neuf dirigeants du MLN, parmi lesquels José Mujica, furent pris en otage ⁽⁴⁾ et détenus dans les culs-de-basse-fosses de casernes de l'armée, d'où ils ne sortirent qu'à la chute de la dictature en 1985. Le MLN-Tupamaros fut alors la seule des ex-guérillas de la région à réussir à se transformer en mouvement politique légal, sans renier pour autant son passé ⁽⁵⁾. Lorsque le Front large a gagné les élections générales en octobre 2004 et porté à la présidence du pays le docteur Tabaré Vasquez, le Mouvement de participation populaire (MPP), créé par le MLN en 1989, a obtenu près de 30 % des suffrages recueillis par la coalition de gauche dont il est devenu, avec six sénateurs et dix-neuf députés, le plus important parti. Au-delà de son poids électoral, le MPP représente une force politique importante avec deux ministres, celui de l'Agriculture et du Travail, de nombreux cadres à tous les échelons de l'administration, en particulier le maire de Montevideo, et une force militante très active. Le MPP a également joué, nous le verrons plus loin, un rôle décisif dans le maintien de la cohésion du Front.

Enfin, en juin 2009, c'est un leader historique du MLN, José Mujica, qui a été désigné comme son candidat à la présidence du pays. Lors du premier tour des

élections, le 25 octobre, il a obtenu 48,16 % des voix devant Luis Alberto Lacalle, le candidat du Parti national (28,90 %), et Pedro Bordaberry, celui du Parti colorado (16,66 %), qui s'est désisté pour Lacalle. Il était donc bien placé pour le deuxième tour du 29 novembre dernier, même si le résultat s'annonçait comme très disputé.

Une guérilla pas comme les autres

Cette reconversion des « armes aux urnes » s'explique d'abord par le fait que les Tupamaros ont été, dans les années 1960-1970, une guérilla atypique. D'abord parce qu'elle était le reflet de la composition de classe de la société uruguayenne, même si les secteurs ouvriers et populaires étaient certainement sous-représentés, et le prolétariat rural, à travers les coupeurs de canne à sucre du nord du pays, surreprésenté. L'énorme poids des classes moyennes urbaines dans le pays se retrouvait, en revanche, au sein de l'organisation. Surtout, elle était le reflet de la diversité idéologique de la gauche uruguayenne, ses militants étant issus des mouvements socialistes, communistes orthodoxes et prochinois, anarchistes, chrétiens révolutionnaires ainsi que de fractions des partis traditionnels *Blanco* et *Colorado*, en rupture de ban. En accord avec son slogan « *Les paroles divisent, l'action unit* », le MLN s'est toujours refusé à mener des débats idéologiques approfondis et s'est fixé de construire une société appelée « socialiste » mais dont les contours, il est vrai, pas plus hier qu'aujourd'hui, n'ont jamais été clairement définis.

Les Tupamaros reflètent également la culture nationale d'un

1) Alain Labrousse a publié, en octobre 2009, *Les Tupamaros. Des armes aux urnes*, Editions du Rocher, 448 pages (voir la couverture reproduite dans cet article).

2) D'où la théorie du *foco* (foyer), popularisée par les écrits de Che Guevara et Régis Debray.

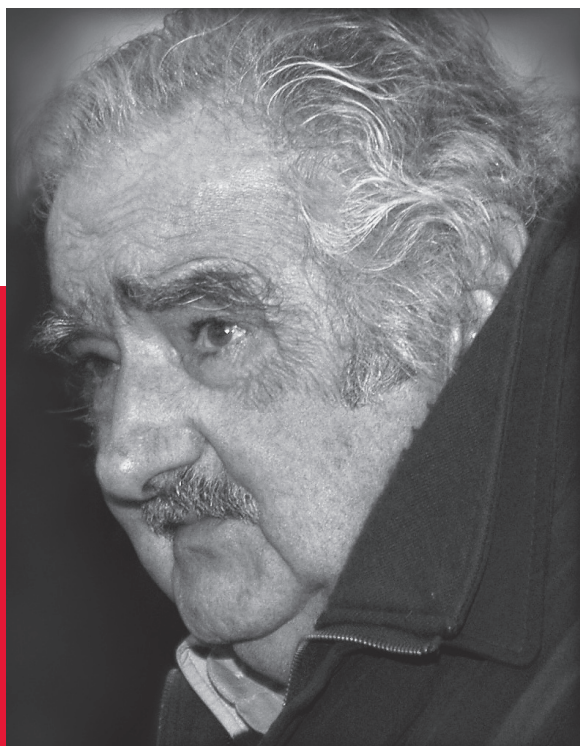
3) La guérilla rurale des Forces armées révolutionnaire (Farc) de Colombie, parce qu'elle était l'émanation d'un Parti communiste fort qui avait des bases paysannes, est la seule à avoir survécu jusqu'à nos jours.

4) « Otages » en ce sens qu'ils avaient été avertis qu'ils seraient exécutés si le MLN se livrait à des actions violentes en Uruguay.

5) En Argentine, les marxistes du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) et l'organisation péroniste des Montoneros ont depuis longtemps été rayés de la carte politique du pays. Le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) du Chili a également annoncé sa dissolution dès 1989. L'Armée de libération nationale (ELN) de Bolivie ne survit qu'à travers le souvenir de la tragique et inutile odyssee de Che Guevara.

6) On peut traduire *columna*, colonne, par détachement.

issent à la démocratie



Il est vraisemblable que si, avec José Mujica (ci-contre), le Front a perdu des voix au sein des classes moyennes, il en a gagné parmi les secteurs les plus déshérités de la société.

torture aux policiers et aux militaires ou, le 14 avril 1972, l'exécution de membres de l'Escadron de la mort, une milice parallèle créée par le gouvernement. Cette déviation militariste entraîna un affaiblissement de l'appui populaire dont jouissait le MLN, au moment où les arrestations des dirigeants historiques plaçaient à la tête de l'organisation des étudiants peu formés politiquement, et partisans de l'action pour l'action.

Au cours d'un symposium qui s'est tenu en mars 1972, un débat a eu lieu au sein du MLN entre deux tendances, dont l'une proposait un repli militaire afin de privilégier la lutte politique à travers l'action du Mouvement du 26 mars. Ce fut l'autre ligne, partisane de l'intensification des actions militaires qui l'emporta, accélérant la déroute complète de l'organisation dans la seconde moitié de l'année 1972. Le coup d'Etat militaire aurait sans doute eu lieu de toute façon car il se produisit en juin 1973, lorsque les Tupamaros étaient défaits. Il a visé les partis de la gauche légale et le mouvement syndical. La violence de la répression qui se prolongera jusqu'au début des années 1980 a probablement contribué à effacer, dans le souvenir du peuple de gauche, les effets des actions violentes des Tupamaros, pour n'en retenir que les aspects politiques et l'appui affiché à la lutte légale du Front. Des enquêtes d'opinion montrent même une perception inversée des événements chez les moins de 40 ans qui ne les ont pas vécus : pour ces derniers, les Tupamaros auraient été créés après 1973, pour résister à la dictature militaire.

Dans les premiers jours de l'année 1985 se produisit un événement qui constitua la première étape du retour des Tupamaros

pays démocratique et pacifique lorsqu'ils se définissent comme une organisation « *politique en armes* », réalisant essentiellement des actions de « *propagande armée* ». On observe en effet chez eux, durant la première phase de leur lutte contre le gouvernement antidémocratique et répressif de Pacheco Areco (1967-1971), un souci constant de donner un sens politique à chacune de leurs actions et de limiter au minimum l'usage de la violence. On sait que Raúl Sendic, le plus important leader du MLN, avait par exemple interdit l'usage des explosifs et que de nombreux Tupamaros ont préféré se faire tuer plutôt que de tirer les premiers sur des policiers ou des militaires. Une attitude à l'opposée de celles des guérillas argentines comme l'ERP et les Montoneros. Le souci de ne pas négliger l'action politique a amené les Tupamaros à créer, en



1971, la Colonne 70⁽⁶⁾, qui était une organisation politique commandée par l'écrivain Mauricio Rosencof, chargée de la formation des militants. Elle comptait jusqu'à 2 200 membres. Lorsque le MLN appuya la création du Front large de la gauche en 1971, il lança pour y participer son propre parti, le Mouvement des indépendants du 26 mars, qui connut un extraordinaire développement et compta entre 5 000 et 10 000 militants et plus de 70 000 électeurs lors des élections de 1971.

Mais, paradoxalement, le succès de cette première phase de la lutte des Tupamaros et le fait que la population tende à s'habituer à l'impact de leurs opérations les a poussés à des actions qui ont dû être de plus en plus violentes pour produire un effet. En particulier l'exécution, en août 1970, de l'officier du FBI, Dan Mitrione, qui enseignait l'application de la

sur le devant de la scène: Raúl Sendic, le plus prestigieux leader du mouvement, prit de court les autres ex-otages. Il fit diffuser sur les ondes d'une station de radio, par son frère Victoriano, une lettre dans laquelle il plaidait «pour la pacification, l'approfondissement de la démocratie» et décidait de l'insertion du MLN dans la légalité «sans arrière-pensée». Ce coup de théâtre obligea d'autres dirigeants, comme Julio Marenales et Jorge Zabalza qui ne partageaient pas ce point de vue, à faire bloc derrière lui et provoqua la réunification d'une grande partie des tendances qui s'étaient constituées en prison et en exil. A la suite de la remise de peine accordée à soixante-trois des Tupamaros accusés de «crime de sang», ces derniers furent libérés le 13 mars 1985. Ils furent accueillis, comme leurs camarades relâchés trois jours plus tôt en compagnie des militants des autres partis de gauche, par des manifestations de joie indescriptibles de la part de la population, qui voyait en eux ceux qui avaient le plus souffert de la répression sous une dictature honnie et qui, pourtant, n'avaient pas plié. Un autre élément important du retour des Tupamaros sur le devant de la scène fut la décision de donner, le jour même de leur libération, pour certains avant même d'être passés chez eux, une conférence de presse au cours de laquelle ils réitérèrent leur vocation démocratique. Libres, les Tupamaros s'immergèrent immédiatement dans la nouvelle réalité du pays, en particulier en organisant des assemblées sur les places des quartiers populaires pour dialoguer avec la population, ou en participant aux luttes syndicales. Cette conversion, entre 1985 et 1994, ne se fit pourtant pas sans conflits, va-et-vient et dérapages. A l'intérieur de l'organisation deux grandes tendances s'opposaient: les partisans du Grand Front, qui visaient à rassembler au-delà de la gauche tous ceux

qui voulaient réaliser de profondes transformations sociales dans le pays, et les «prolétariens», tenants du marxisme-léninisme. Ces derniers prévoyaient un durcissement de la lutte des classes qui entraînerait celui de la répression, le tout débouchant sur un affrontement généralisé. Entre les deux grandes tendances, se trouvaient des indépendants comme Mujica et Fernández Huidobro, qui s'efforçaient de maintenir l'unité du MLN. La présence de deux tendances d'un poids pratiquement équivalent explique des politiques apparemment contradictoires de la part du MLN.

Un nouveau raccourci vers le pouvoir

Tandis que ce dernier obtenait, après une longue attente, son intégration au Front large en mai 1989, les prolétariens tiraient les conséquences de leur analyse de la réalité. Dès 1985 des dirigeants avaient créé une structure parallèle clandestine, le Groupe des 17, qui était à la fois un mouvement d'autodéfense – en prévision d'attentats provenant de l'extrême droite à un moment où les gouvernements civils étaient de facto placés sous la tutelle de l'armée –, et une préparation à une éventuelle situation insurrectionnelle. Dans cette optique les Tupamaros réalisèrent des séances de préparation militaires et certains d'entre eux, en 1989 ou 1990, se rendirent en Libye pour une période d'entraînement. En 1994, le MLN orchestra de violentes manifestations pour empêcher l'extradition de militants basques réclamés par l'Espagne. Elles eurent probablement pour effet de faire perdre les élections au Front de la gauche quelques mois plus tard. Cela provoqua de la part de Mujica et de Fernández Huidobro une prise de conscience en faveur des luttes démocratiques, non violentes, qui obligèrent les secteurs radicaux soit à quitter l'organisation, soit à se rallier à eux.

Lors des élections générales de

Paradoxalement, le succès dans les années 1970 de la première phase de la lutte des Tupamaros contre le gouvernement répressif, et le fait que la population tende à s'habituer à l'impact de leurs opérations les a poussés à des actions qui ont dû être de plus en plus violentes pour produire un effet.

© DK

1994, le MLN accepta pour la première fois de présenter des candidats aux élections: Mujica fut élu député et, en 1999, sénateur en compagnie de Fernández Huidobro. Les Tupamaros ont ensuite transformé peu à peu la nature de l'organisation qu'ils dirigeaient. Le Mouvement de participation populaire (MPP) est passé d'une coalition de partis à une organisation plus large qui a notamment accueilli des dissidents des partis traditionnels *Colorado* et *Blanco*. Ensuite le MLN s'engagea résolument aux côtés du Front large et de son leader Tabaré Vázquez, en dépit de la politique de glissement vers le centre mise en œuvre par ce dernier dans le but de gagner les élections. C'est au cours de celles de 1999, perdues par la gauche, que la nouvelle stratégie a commencé à porter ses fruits: le MPP, dont les résultats électoraux avaient été relativement stables depuis 1989, obtint 139 692 voix, contre 45 469 cinq ans plus tôt. Cinq ans plus tard il en obtenait plus du double, 328 000. Le sociologue Adolfo Garcé⁽⁷⁾ voit cependant dans cet apparent changement de stratégie une continuité avec la période de la lutte armée, soit la recherche d'un raccourci (*atajo*) vers le pouvoir: dans les années 1960,



celui de la lutte armée après les échecs des tentatives de l'union de la gauche, aujourd'hui celui de la voie électorale quand la victoire du Front large, à partir de 1994, est devenue prévisible. L'accès à la présidence représente le couronnement de cette stratégie...

Mais pour quoi faire? C'est ici qu'il faut souligner des différences internes à la mouvance tupamara, en rappelant d'abord que le MLN ne représente aujourd'hui qu'un appareil politique de 100 à 200 cadres. En son sein, des secteurs (ayant à leur tête Julio Marenales) qui envisagent encore des changements radicaux de la société, mais dans la légalité, détiennent la majorité. Leur influence à l'intérieur du MPP et le poids de leurs élus au sein du Congrès auraient pu leur permettre de créer des problèmes au gouvernement du Front large. Or ils ont joué loyalement le jeu. On peut même dire que le MPP, en se situant au centre de l'échiquier du Front, a contribué à consolider l'unité de ce dernier tout en évitant, grâce à l'image combative des anciens guérilleros, que ne se constitue un pôle d'extrême gauche. Un secteur plus modéré, dirigé par Fernández Huidobro et plusieurs élus de la vieille garde qui sont se sont mis « en congé » du MLN, a cepen-

dant créé son propre groupe, le Courant action et pensée (Cap), auquel s'est ajouté le L de « liberté » un peu plus tard. Ce courant, modéré et libertaire, est devenu le quatrième parti de la gauche lors des élections internes du Front, en juin 2009.

Ce qui réunit cependant les différents secteurs de la mouvance du MLN, c'est le fait d'analyser la phase actuelle à travers l'action du Front comme celle de « la libération nationale », c'est-à-dire de l'indépendance à l'égard des grands centres de pouvoir internationaux, en particulier sur le plan économique. Avec pour but de construire une société plus juste, à l'intérieur de laquelle la pauvreté aura été éradiquée et les inégalités réduites. L'édification d'un socialisme pluraliste adaptée à la réalité uruguayenne n'est plus qu'une perspective à très long terme. Quant à Mujica, à peine désigné comme candidat de la gauche en juin 2009, il a pris ses distances avec les différents secteurs issus du MLN, pour s'affirmer comme le candidat du seul Front large.

Son programme est donc celui de la coalition⁽⁸⁾, avec, en particulier, la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Mais il porte l'accent sur des éléments qui lui sont propres, au premier rang desquels on trou-

Le MLN-Tupamaros fut, dans les années 1980, la seule des ex-guérillas de la région à réussir à se transformer en mouvement politique légal, sans renier pour autant son passé (ci-dessus, son drapeau).

ve la massification de la culture et de la connaissance, la formation des ressources humaines, y compris au niveau des producteurs du secteur agricole, ce qu'il appelle « l'agro-intelligence ». Un autre thème cher à ses yeux est la réforme de l'Etat, découlant d'une critique sévère de la bureaucratie. Sur le plan international, Mujica plaide pour l'intégration régionale, une thématique qui n'en reste pas au niveau du discours puisqu'il a été, avec le président Vázquez, l'acteur politique uruguayen qui a le plus œuvré au rapprochement avec les gouvernements de gauche du continent. La caractérisation de « populiste », qui a été parfois appliquée à sa candidature, ne paraît pas pertinente: Mujica, en tant que candidat, n'a fait pas appel à l'émotion de ses auditeurs mais à leur l'intelligence, à travers un discours extrêmement structuré et pédagogique. Il est vraisemblable que si, avec lui, le Front a perdu des voix au sein des classes moyennes, il en a gagné parmi les secteurs les plus déshérités de la société. Sa victoire du 29 novembre dernier à la présidence de l'Uruguay constitue en ce sens à la fois une véritable révolution culturelle et l'espoir de voir approfondis les acquis du gouvernement de Tabaré Vázquez. ●

(7) *Donde hubo fuego*. Montevideo, Fin de Siglo, 2006.

(8) Sur le bilan du gouvernement de la gauche, voir « L'Uruguay gouverné à gauche, une voie singulière en Amérique Latine? », in *Problèmes d'Amérique latine* n° 74, automne 2009.